

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2054

[C - 2010/27106]

27 MAI 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2010;

Vu l'avis 47.714/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1^o décret : le décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations;
- 2^o Ministre : la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;
- 3^o Services du Gouvernement : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé;
- 4^o réseau : le réseau tel que défini à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret;
- 5^o fédération : la fédération visée à l'article 18 du décret;
- 6^o service : le service d'aide et de soins spécialisés en assuétudes visé aux articles 21 et suivants du décret;
- 7^o plate-forme de concertation en santé mentale : l'association agréée, visée à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques.

CHAPITRE II. — Des réseaux d'aide et de soins spécialisés en assuétudes

Section 1^{re}. — L'organisation en zones de soins

Art. 3. Les zones visées à l'article 4, § 1^{er}, du décret, sont définies à l'annexe 1^{re}.

Section 2. — Les missions et le fonctionnement

Art. 4. § 1^{er}. La mission visée à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, du décret s'exerce après qu'une concertation ait eu lieu conformément à l'article 10 du décret.

§ 2. La mission de concertation institutionnelle visée à l'article 5, § 1^{er}, 2^o, du décret est réalisée par les personnes en charge de la fonction de coordination. Celles-ci soumettent les propositions relatives à cette mission à l'approbation du comité de pilotage du réseau.

La concertation institutionnelle fait l'objet de conventions qui mentionnent :

1. l'identification des parties;
2. l'objet de la prestation;
3. les obligations des parties;
4. le principe du respect du décret et des dispositions prises en exécution de celui-ci;
5. la durée de la convention;
6. les conditions de résiliation de la convention;
7. les instances compétentes en cas de litige.

Un modèle de convention est défini par le Ministre, après concertation avec les fédérations, dans les trois mois de la décision de reconnaissance des fédérations.

§ 3. La collaboration avec la plate-forme de concertation en santé mentale visée à l'article 5, § 1^{er}, 4^o, du décret se réalise dans le cadre de la conclusion d'une convention répondant aux critères du paragraphe précédent.

Art. 5. Dès lors que le réseau a défini ses objectifs sur la base de l'examen de la situation dans la zone, il traduit ceux-ci en actions, pour lesquelles il définit les projets qui les composent et les indicateurs permettant d'évaluer lui-même le degré d'atteinte des objectifs.

Dès lors qu'il a défini ses objectifs sur la base de l'examen de la situation dans la zone, le réseau élabore son plan d'action dont le contenu est adapté sur base du modèle établi à l'annexe 2.

Art. 6. Chaque comité de pilotage élabore un règlement d'ordre intérieur qui comporte notamment les points suivants :

- 1^o le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à une par trimestre;

- 2° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;
- 3° le mode de transmission des documents aux membres;
- 4° la procédure de convocation aux réunions;
- 5° le cas échéant, les règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget du réseau;
- 6° les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;
- 7° le cas échéant, le siège et les lieux des réunions du comité de pilotage;
- 8° les modalités de consultation du rapport d'activités du réseau;
- 9° le caractère public ou non des réunions du comité de pilotage;
- 10° la méthodologie de travail que le comité de pilotage entend suivre;
- 11° les règles de déontologie comprenant des dispositions relatives aux conflits d'intérêts.

Art. 7. Le coordinateur visé à l'article 9, alinéa 1^{er}, du décret exerce la mission visée à l'article 9, alinéa 2, 1°, au moyen du plan d'action établi.

Il met en œuvre les objectifs visés à l'article 9, alinéa 2, 2°, du décret, en s'appuyant sur le modèle de la fiche figurant à l'annexe 3.

Section 3. — L'agrément

Art. 8. Outre les éléments visés à l'article 12 du décret, la demande d'agrément du réseau comporte :

- 1° son numéro d'entreprise;
- 2° l'engagement à organiser la concertation institutionnelle en faveur de ses membres, conformément à l'article 11 du décret;
- 3° l'engagement à exercer les missions et à organiser le fonctionnement du réseau ainsi que la mise à jour du plan d'action conformément à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 3, du décret.

Art. 9. La demande est introduite par envoi recommandé ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Lorsque le dossier est incomplet, les Services du Gouvernement réclament les documents manquants dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier.

Ceux-ci accusent réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet.

Ils organisent une inspection visant à évaluer le plan d'action du réseau dans un délai de trois mois à partir de l'introduction du dossier complet.

Les conclusions des Services du Gouvernement sont transmises dans le mois de l'inspection au pouvoir organisateur, qui dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, les Services du Gouvernement transmettent le dossier pour décision au Ministre, accompagné de leurs conclusions et, le cas échéant, des observations du pouvoir organisateur.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier.

Art. 10. Le délai visé à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret est fixé à neuf mois à dater de la notification de l'agrément.

Art. 11. Lorsque les Services du Gouvernement constatent un manquement aux normes fixées par ou en application du décret, ils notifient la nature de celui-ci au pouvoir organisateur ainsi que le délai de mise en conformité qui ne peut être inférieur à un mois.

Au terme de ce délai, ils émettent, en cas de persistance des manquements constatés, une proposition de suspension ou de retrait de l'agrément qu'ils notifient au pouvoir organisateur.

Celui-ci est convoqué à une audition afin de faire valoir ses arguments dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Il peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et transmis au pouvoir organisateur qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

Le Ministre statue sur la proposition de suspension ou de retrait dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet.

Art. 12. En cas de suspension de l'agrément, il appartient au pouvoir organisateur du réseau de notifier aux Services du Gouvernement qu'il s'est mis en conformité avec les conditions d'agrément.

Sur avis favorable des Services du Gouvernement, la suspension est levée par le Ministre avec effet à partir de la date de notification de mise en conformité.

Art. 13. Les modifications survenues au sein du réseau et qui ont trait aux normes d'agrément visées aux articles 5 et suivants du décret, dont notamment le contenu du plan d'action, sont soumises à l'approbation du Ministre, accompagnées des observations des Services du Gouvernement.

A cette fin, le réseau les communique aux Services du Gouvernement qui en accusent réception dans les dix jours.

CHAPITRE III. — *Les services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes**Section 1^{re}. — Missions et fonctionnement*

Art. 14. Les modalités d'exercice des missions visées à l'article 21, § 1^{er}, du décret sont déterminées par le Ministre après concertation avec les fédérations et les réseaux, conformément à l'article 10 du décret.

Art. 15. Le service élabore un plan d'action dont le contenu est adapté sur la base du modèle établi à l'annexe 4.

Section 2. — L'agrément

Art. 16. Outre les éléments mentionnés aux articles 29 et 30 du décret, la demande d'agrément du service comporte son numéro d'entreprise.

Art. 17. La demande est introduite par envoi recommandé ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Lorsque le dossier est incomplet, les Services du Gouvernement réclament les documents manquants dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier.

Ceux-ci accusent réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet.

Ils organisent une inspection visant à évaluer le plan d'action du service dans un délai de trois mois à partir de l'introduction du dossier complet.

Les conclusions des Services du Gouvernement sont transmises dans le mois au pouvoir organisateur qui dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, les Services du Gouvernement transmettent le dossier pour décision au Ministre, accompagné de leurs conclusions et, le cas échéant, des observations du pouvoir organisateur.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet.

Art. 18. Le délai visé à l'article 30, alinéa 1^{er}, du décret est fixé à neuf mois à dater de la notification de l'agrément.

Art. 19. Lorsque les Services du Gouvernement constatent un manquement aux normes fixées par ou en application du décret, ils notifient la nature de celui-ci au service ainsi que le délai de mise en conformité qui ne peut être inférieur à un mois.

Au terme de ce délai, ils émettent, le cas échéant, une proposition de suspension ou de retrait de l'agrément qu'ils notifient au service.

Celui-ci est convoqué à une audition afin de faire valoir ses arguments dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Il peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et transmis au service qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

Le Ministre statue sur la proposition de suspension ou de retrait dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet.

Art. 20. En cas de suspension de l'agrément, il appartient au service de notifier aux Services du Gouvernement qu'il s'est mis en conformité avec les conditions d'agrément.

Sur avis favorable de l'inspection, la suspension est levée par le Ministre à partir de la date de notification de mise en conformité.

Art. 21. Les modifications survenues au sein du service et qui ont trait aux normes d'agrément visées aux articles 21 et suivants du décret, dont notamment le contenu du plan d'action, sont soumises à l'approbation du Ministre, accompagnées des observations des Services du Gouvernement.

A cette fin, elles sont communiquées aux Services du Gouvernement qui en accusent réception dans les dix jours.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes aux réseaux, aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes et aux fédérations**Section 1^{re}. — La liquidation des subventions, leur contrôle et la comptabilité*

Art. 22. § 1^{er}. Conformément à l'article 36, alinéa 2, du décret, l'amortissement de biens de type patrimonial qui ont une durée d'utilisation estimable de plus d'un an est admis au bénéfice de la subvention en qualité de frais de fonctionnement et calculé selon les règles suivantes :

1. 10 ans pour le mobilier;
2. 5 ans pour le matériel de bureau;
3. 3 ans pour les logiciels informatiques.

La demande est introduite et justifiée préalablement à l'acquisition en joignant l'offre retenue, sous peine de non prise en compte de la dépense.

Sans réponse des Services du Gouvernement dans le mois de l'accusé de réception de la demande, celle-ci est considérée comme acceptée.

§ 2. Le plan d'amortissement ne sera pris en compte que s'il apparaît dans la comptabilité; à défaut, l'acquisition de matériel est exclue de la subvention.

Art. 23. Peuvent être mis à charge des subventions les frais généraux et les frais de fonctionnement suivants :

1. les frais de déplacement et de parking en Belgique, à concurrence des montants accordés aux membres du personnel des Services du Gouvernement, pour autant que l'objet du déplacement soit clairement précisé et qu'ils fassent l'objet d'une feuille de route;
2. les frais inhérents aux connexions, aux consommations téléphoniques et Internet;
3. les frais de bureau dont la nature est précisée par le Ministre;

4. l'achat de matériel pour un montant dont le maximum est fixé par le Ministre et pour autant que son usage soit lié à l'exercice des missions;
5. les frais de location d'immeuble ou de partie d'immeuble, en ce compris les charges locatives y afférentes pour autant qu'ils résultent d'un contrat de bail établi en bonne et due forme.
Si le bâtiment sert à d'autres activités que celles qui sont financées par la subvention, il convient de répartir les charges, soit en fonction du temps d'utilisation pour l'activité financée, soit en fonction de la surface requise pour celle-ci;
6. les frais d'inscription à des colloques ou à des formations, les frais de déplacement et de séjour accordés sur la même base que ceux octroyés aux membres du personnel des Services du Gouvernement;
7. lorsque le coût du colloque ou de la formation dépasse la somme de cinq cent euros ou lorsque le colloque ou la formation se déroule à l'étranger, l'accord préalable des Services du Gouvernement doit être sollicité, accompagné du programme et d'un budget spécifique;
8. les taxes diverses;
9. les frais d'honoraires pour autant que l'objet, la date, la périodicité de la prestation visée soient clairement identifiés;
10. les frais d'impression et de diffusion du document d'information visé à l'article 47 du décret, ou de tout autre document destiné au public ou aux membres du réseau;
11. les intérêts bancaires lorsque les avances sont payées au-delà des délais visés à l'article 37, alinéa 1^{er}, du décret.

Art. 24. § 1^{er}. Sont admises à charge des subventions, dans les limites des obligations incombant aux employeurs, les dépenses suivantes relatives au personnel :

1. les heures inconfortables;
2. la prime de fin d'année et le pécule de vacances plafonnés selon les règles applicables aux membres du personnel des Services du Gouvernement;
3. le pécule de sortie;
4. l'allocation de foyer ou de résidence;
5. les charges sociales patronales;
6. les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail pour autant que le travailleur utilise les transports en commun;
7. l'assurance légale;
8. la médecine du travail.

Art. 25. Ne sont en aucun cas pris en compte à charge des frais de fonctionnement :

1. Les frais de taxi;
2. Les frais de nourriture et de boissons, à l'exception des frais exposés dans le cadre des réunions organisées en vertu du décret et du présent arrêté;
3. Les frais de restaurant;
4. Les dépenses effectuées sous forme de forfait sans détail des prestations;
5. L'achat de biens immobiliers et de véhicules;
6. Les frais de représentation.

Art. 26. Conformément à l'article 39 du décret, la transmission des données comptables et financières aux Services du Gouvernement a lieu au plus tard le 31 mars de l'exercice qui suit celui auquel elles se rapportent.

Ces données comportent les pièces justifiant de l'utilisation de la subvention sous forme d'originaux et d'une copie, les preuves de paiement y afférentes, la copie des déclarations trimestrielles à l'Office national de Sécurité sociale, les fiches de salaire et les fiches fiscales se rapportant aux salaires et aux prestations, la preuve du paiement des loyers en cas de location d'immeuble et les tableaux d'amortissement mis à jour pour l'exercice.

Art. 27. Le plan comptable visé à l'article 39 du décret figure à l'annexe 5 du présent arrêté.

Section 2. — L'évaluation et le contrôle

Art. 28. Les fonctionnaires et agents appartenant au Département qui, au sein des Services du Gouvernement, a en charge l'évaluation et le contrôle des réseaux et des services, sont désignés pour les effectuer.

Art. 29. § 1^{er}. Le contrôle et l'évaluation des activités du réseau ou du service sont menés par les Services du Gouvernement qui, conformément à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le code de la fonction publique wallonne, notamment la charte de bonne conduite administrative contenue à l'annexe I^{re} :

- 1° vérifient la conformité aux dispositions adoptées par ou en application du décret, notamment le respect des conditions d'agrément et du maintien de celui-ci;
- 2° évaluent de manière participative la mise en place du plan d'action et sa réalisation effective.

Afin de permettre la vérification visée à l'alinéa précédent, 1°, le réseau veille à mettre à la disposition des Services du Gouvernement les dossiers relatifs au personnel engagé ou sous statut, la liste actualisée de ses membres, les conventions, les procès-verbaux des réunions du comité de pilotage et la comptabilité.

De même, le service veille à mettre à la disposition des Services du Gouvernement les dossiers relatifs au personnel engagé ou sous statut, les conventions, les dossiers des bénéficiaires et la comptabilité.

Lors de l'évaluation participative visée au premier alinéa, 2°, le réseau veille à la présence de toutes les personnes en charge de la fonction de coordination lors de l'inspection.

De même, le service veille à la présence des membres du personnel.

§ 2. Les conclusions de l'inspection sont transmises dans le mois au réseau ou au service qui dispose d'un délai d'un mois pour y répondre.

Art. 30. Le rapport d'activités visé à l'article 44 du décret, est transmis aux Services du Gouvernement au plus tard trois mois après la fin de l'exercice auquel il se rapporte.

Section 3. — Les collectes de données socio-épidémiologiques

Art. 31. Le Ministre organise le recueil des données visées à l'article 45 du décret de manière à en assurer l'anonymat, la pérennité et l'usage par les services eux-mêmes, notamment dans le cadre du réseau ou de leurs propres activités.

Art. 32. § 1^{er}. La liste minimale des données visée à l'article 45, § 1^{er}, alinéa 2, *a)*, et *b)* du décret comprend au moins, pour chaque bénéficiaire, les données suivantes :

1. l'âge;
2. le sexe;
3. l'état civil;
4. la nationalité;
5. la langue maternelle;
6. le mode de vie;
7. la scolarité;
8. la catégorie professionnelle;
9. la source principale de revenus.

Le Ministre complète la liste des données socio-épidémiologiques définie à l'alinéa précédent à la suite d'une concertation avec les réseaux, conformément à l'article 10 du décret.

§ 2. La liste minimale des données socio-épidémiologiques visées à l'article 45, § 1^{er}, alinéa 2, *c)*, du décret comprend au moins, pour chaque bénéficiaire concerné, les données qui résultent de la mise en œuvre des obligations de la Belgique concernant le problème des drogues, dans le cadre du Traité de Maastricht, sous la forme de l'enregistrement du Treatment Demand Indicator.

CHAPITRE V. — Des bénéficiaires

Art. 33. Outre les éléments repris à l'article 47 du décret, le document d'information destiné au bénéficiaire comporte :

- 1° les coordonnées du service;
- 2° la description de l'organisation du service, notamment le rôle des services et prestataires susceptibles d'intervenir;
- 3° les droits du bénéficiaire et les modalités d'introduction de plainte, dont celles prévues par le décret du 6 novembre 2008 portant la rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Le document d'information destiné au bénéficiaire est transmis aux Services du Gouvernement, pour information, au plus tard, un mois après la notification de l'agrément.

Art. 34. Le dossier individuel du bénéficiaire visé à l'article 49, § 1^{er}, du décret comporte au moins les données administratives suivantes :

- 1° les coordonnées du bénéficiaire dont le nom, le prénom, le lieu et la date de naissance, l'état civil, la nationalité, l'adresse et le numéro de téléphone;
- 2° le cas échéant, l'identification de la mutualité à laquelle est affilié le bénéficiaire;
- 3° l'identification du médecin généraliste ou spécialiste désigné par le bénéficiaire;
- 4° l'accord du bénéficiaire, visé à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 5, du décret;
- 5° les dates et natures des prestations, ainsi que l'identification du prestataire ou du membre du personnel concerné;
- 6° la preuve du paiement des prestations ou de la dispense;
- 7° le consentement du bénéficiaire dans le cadre de la collecte de données socio-épidémiologiques.

Art. 35. Au terme du délai d'un mois suivant son adoption, le règlement interne visé à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 3, du décret, et ses modifications, sont transmis aux Services du Gouvernement qui en accusent réception dans les dix jours.

Art. 36. Le tarif maximum, visé à l'article 51 du décret, s'élève à dix euros par prestation.

Chaque paiement est enregistré dans le dossier individuel du bénéficiaire conformément à l'article 34 du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — Le cadastre de l'offre en assuétudes et l'information du public

Art. 37. Le cadastre de l'offre en assuétudes qui répertorie en détail l'ensemble des services et des réseaux agréés est édité sur le site Internet des Services du Gouvernement.

Art. 38. Le Ministre organise la communication du cadastre de l'offre aux services, aux réseaux et aux fédérations selon les modalités les plus adaptées, dans les six mois de son édition.

Art. 39. La liste des services et réseaux agréés, leur ressort territorial et la définition de leur offre de services sont édités et mis à jour de manière permanente sur le site Internet des Services du Gouvernement, en concertation avec les Fédérations.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 40. Le décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le premier jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 22, 23, 24, 25, 26 et 27 du présent arrêté produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2010.

Art. 42. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 1^{re} — **Détermination des zones de soins en assuétudes****Zone 01 Mouscron-Tournai-Ath**

Antoing, Ath, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Franses-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

Zone 02 La Louvière

Binche, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Enghien, Erquelines, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Soignies.

Zone 03 Brabant

Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécinne, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Wavre.

Zone 04 Huy-Waremme

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

Zone 05 Liège

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

Zone 06 Verviers

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Liernux, Limbourg, Malmédy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Zone 07 Mons

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Mons, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

Zone 08 Charleroi

Aiseau-Presles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les Bons Villers, Lobbes, Montignies-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin.

Zone 09 Namur

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gembloux, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettêt, Namur, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe.

Zone 10 Dinant

Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhay, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

Zone 11 Philippeville

Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval, Walcourt.

Zone 12 Luxembourg

Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Etalle, Erezée, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 d'application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions.

Namur, le 27 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 2 - **Modèle de plan d'action des réseaux d'aide et de soins spécialisés en assuétudes**

PARTIE I. - PRESENTATION ET DIAGNOSTIC

1. L'identification du pouvoir organisateur

- 1.1.1. Dénomination et coordonnées
- 1.1.2. Nature des statuts
- 1.1.3. Coordonnées d'une personne de contact
- 1.1.4. Autres activités éventuelles
- 1.1.5. Définition de la zone de soins

1.2. Communication de l'information entre le réseau et ses membres**1.3. Constitution de la fonction de coordination**

- 1.3.1. Organisation de la fonction de coordination;
- 1.3.2. Identification du responsable;
- 1.3.3. Identification des autres prestataires;
- 1.3.4. Volume des prestations

1.4. Organisation du travail

- 1.4.1. Organisation interne :
 - 1.4.1.1. Identification des membres du réseau
 - 1.4.1.2. Offre et demande :
 - Identification de l'offre existante et collaboration avec les plates-formes de concertation en santé mentale;
 - Identification de la demande d'aide et de soins dans la zone;
 - 1.4.1.3. Concertation institutionnelle relative à la répartition des tâches et à leur complémentarité
 - 1.4.1.4. Appui institutionnel et logistique de l'action des services d'aide et de soins spécialisés :
 - Etablissement de conventions;
 - Elaboration d'outils communs en matière d'accueil et d'information des bénéficiaires, d'accompagnement psychosocial, de prise en charge psychothérapeutique et médicale, de soins, de réduction des risques
 - 1.4.1.5. Collaboration avec la plate-forme de concertation en santé mentale
 - 1.4.1.6. Intervisio
- 1.4.2. Organisation externe :
 - partenariats;
 - conventions existantes
- 1.4.3. Moyens budgétaires :
 - identification des ressources financières en mentionnant origine et estimations des montants;
 - moyens récurrents ou ponctuels
- 1.4.4. La gestion journalière et la logistique
 - La comptabilité
 - La facturation
 - La gestion du personnel et des salaires
 - La gestion des achats, investissements, patrimoines
 - Le dossier destiné à justifier l'utilisation des subventions octroyées par la Région wallonne ou tout autre opérateur public :
 - élaboration;
 - responsabilité;
 - délais;
 - interne - externe

1.5. La gestion de l'information

- 1.5.1. Le rapport d'activités
- 1.5.2. Les données à caractère épidémiologique :
 - modalités de recueil des données;
 - personne responsable de la récolte;
 - règles de sécurité;
 - contrôle de qualité

PARTIE II. - DEFINITION DES OBJECTIFS ET DU PLAN D'ACTION

Les objectifs que le réseau entend atteindre peuvent porter sur chacune des missions et leur exercice : l'accueil et l'information, l'accompagnement psychosocial, la prise en charge psychothérapeutique et médicale, les soins, la réduction des risques, le bénéficiaire, le réseau.

AXES	Objectifs généraux (long terme)	Objectifs opérationnels (moyen et court termes)	Initiative(s) Concrète(s)	Outils, moyens mis ou à mettre en œuvre (à disposition à acquérir et comment) + Affec- tation des ressour- ces	Public cible	Echéances	Evaluation (modalités, indicateur, identification des résultats attendus, quand)
Organisation							
Communication et visibilité							
Effectifs du service							
Gestion financière, d'infrastructures et de logistique							
Gestion du parc informatique							
Mise en œuvre des activités							
Réseau institutionnel							
Place du bénéficiaire							

PARTIE III. - L'AUTO-EVALUATION

L'auto-évaluation consiste à

1. analyser dans quelle mesure les objectifs ont été, n'ont pas été atteints, sont en voie d'être ou de ne pas être atteints,
2. identifier les raisons pour lesquelles ils ont été ou n'ont pas été atteints,
3. faire évoluer les objectifs et leur traduction en plan d'action et en projets en fonction de cette analyse.

La mise à jour du plan d'action est réalisée et transmise aux Services du Gouvernement.

La périodicité de l'auto-évaluation est liée à celle qui est déterminée pour les indicateurs définis par le service. Elle est idéalement fixée à deux ans, quatre ans ou plus selon la nature de l'action et les projets qu'elle implique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 d'application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions.

Namur, le 27 mai 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 3 - Modèle de fiche organisant la mise en œuvre des objectifs liés aux missions des réseaux d'aide et de soins spécialisés en assuétudes

Chaque action du plan comporte un ou plusieurs projets.

Ces projets font l'objet d'une définition sous la forme de fiches comportant des indicateurs qui permettent d'évaluer l'accomplissement de chacun d'entre eux.

La fiche projet contient :

1. L'intitulé de l'objectif

2. Le projet

- description et méthodologie explicite du projet
- destination cible du projet
- terme prévisible (début - fin/durée : court - moyen - long terme)
- acteurs internes ou porteurs du projet
- indicateurs d'accomplissement

3. La mise en œuvre du projet

3.1. Actions, phases et démarches

- actions obligatoires classées par ordre d'antériorité et de priorité
- actions possibles ou complémentaires classées par ordre d'antériorité et de priorité avec leur intitulé et leur description
- pour chaque action :
 - intitulé
 - description
 - modalités de la coordination;
 - désignation des partenaires;
 - définition des tâches

3.2. Ressources

- perception des besoins
- ressources internes disponibles :
 - budgétaires
 - matérielles
 - infrastructures
 - informatiques et électroniques
 - ressources humaines
 - ressources intellectuelles ou compétences
- ressources externes disponibles
 - budgétaires
 - matérielles
 - infrastructures
 - informatiques et électroniques
 - ressources humaines
 - ressources intellectuelles ou compétences
- ressources à acquérir en interne
 - budgétaires
 - matérielles
 - infrastructures
 - informatiques et électroniques
 - ressources humaines
 - ressources intellectuelles ou compétences

- ressources à acquérir en externe
 - budgétaires
 - matérielles
 - infrastructures
 - informatiques et électroniques
 - ressources humaines
 - ressources intellectuelles ou compétences

4. Partenariats liés au projet

- partenaires existants :
 - nom
 - coordonnées
 - référent de contact
 - nature du partenariat
- partenaires souhaités :
 - nom
 - coordonnées
 - référent de contact
 - nature du partenariat

5. Axes de valorisation et impacts attendus du projet

A titre exemplatif :

- Communication, image, etc
- Socio-économique (emplois non marchand, marchand, analyse prospective, recherche, etc.)
- Modernisation, simplification des tâches
- Renforcement de l'action du service (impact sur les membres du réseau et partenaires)
- Autres (à préciser)

6. Evaluation des risques externes du projet a priori

7. Difficultés internes envisagées et propositions de remédiation

8. Commentaires additionnels et remarques

9. Documents annexés ou accompagnant la fiche projet

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon d'application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions

Namur, le 27 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 4 - Modèle de plan d'action des services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes

PARTIE I. - PRESENTATION ET DIAGNOSTIC

2. L'identification

- 1.1. Dénomination du service
- 1.2. Coordonnées
- 1.3. Zone de soins
- 1.4. Taille de la population desservie

3. L'environnement en termes territorial et institutionnel

3.1. Situation du service dans son environnement socio-géographique dont les caractéristiques de la population du territoire couvert

3.1.1. Situation du service dans son environnement géographique :

- accessibilité et implantation,
- transports en commun,
- nature de l'environnement urbain ou rural

3.1.2. Caractéristiques de la population du territoire couvert

- données socio-démographiques;
- données sanitaires

2.1.3. Carte du territoire couvert par le service

3.2. Situation du service dans l'offre de soins générale, de santé mentale et ambulatoire

3.2.1. Situation du service dans l'offre de soins en général :

- Localisation;
- nature de l'activité (hôpital, etc.);
- champs d'intervention (nature des assuétudes, etc.);
- groupe cible (âge, etc.)

3.2.2. Situation du service en matière d'assuétudes :

- offre de services de toutes natures en matière d'assuétudes;
- offre de services de même nature au sein du réseau

3.2.3. Situation du service dans le cadre ambulatoire :

- par rapport à l'offre des autres services

3.3. Caractéristiques de la population faisant appel au service

3.3.1. Données socio-économiques

3.3.2. Données d'activités du service

3.3.3. Données épidémiologiques

4. La description de l'organisation du service

4.1. Pouvoir Organisateur

4.1.1. Dénomination et coordonnées

4.1.2. Nature des statuts

4.1.3. Coordonnées d'une personne de contact

4.1.4. Autres activités éventuelles

4.2. Constitution de l'équipe

4.2.1. Organigramme des fonctions occupées;

4.2.2. Si plusieurs activités sont menées, définition de l'organisation et des liens au sein de celle-ci;

4.2.3. Identification du responsable;

4.2.4. Identification des prestataires indépendants;

4.2.5. Volume des prestations

4.3. Organisation du travail

4.3.1. Organisation interne :

- accueil;
- téléphonie;
- organisation du secrétariat et des tâches administratives;
- réponse à la demande (accompagnement psychosocial, prise en charge psychothérapeutique et médicale, soins, réduction des risques);
- concertation pluridisciplinaire;
- accessibilité;
- activités accessoires;
- recueil de données socio-épidémiologiques;
- formation;
- supervision;
- intervision,
- informatisation et sécurité des données

4.3.2. Référentiels théoriques et outils psycho-diagnostics

4.3.3. Organisation externe :

- partenariats;
- travail de réseau;
- conventions existantes

4.3.4. Moyens budgétaires :

- identification des ressources financières en mentionnant origine et estimations des montants;
- moyens récurrents ou ponctuels

5. Les activités

5.1. L'accueil de la demande

5.1.1. Définition des modalités d'accueil en général :

- réception;
- modalités;
- lieux

5.1.2. Définition des modalités de traitement et de suivi

5.1.3. Définition des modalités de réorientation

5.1.4. Définition des modalités d'accueil de crise

5.1.5. Autres modalités d'accueil

5.1.6. Modalités de partage des ressources d'information au sein du réseau

5.2. La prise en charge de la demande

5.2.1. La concertation pluridisciplinaire :

- modalités;
- organisation;
- limites

5.2.2. L'intervention sociale

5.2.3. L'intervention thérapeutique et psychologique

5.2.4. L'intervention médicale

5.2.5. L'intervention administrative

5.2.6. Les interventions d'autres fonctions

- 5.2.7. Les modes de prise en charge : individuel, de groupe, en réseau
- 5.2.8. La fin de prise en charge
- 5.2.9. La réactivation
- 5.2.10. La relation avec l'entourage
- 5.3. Les activités d'information destinées aux professionnels
- 5.4. Les activités d'expertise
- 5.5. Les supervisions de professionnels tiers
- 5.6. Les formations destinées aux professionnels tiers
- 5.7. Le travail en réseau (1)
- 5.7.1. Identification des membres du réseau
- 5.7.2. Objectifs du réseau;
- 5.7.3. Origine du réseau;
- 5.7.4. Particularités;
- 5.7.5. Bénéficiaires;
- 5.7.6. Dynamique et modalités de fonctionnement;
- 5.7.7. Modalités d'activation;
- 5.7.8. Périodicité;
- 5.7.9. Formalisation;
- 5.7.10. Modalités d'auto-évaluation;
- 5.7.11. Evaluation par le service
- 5.8. La gestion journalière et la logistique
- 5.8.1. La comptabilité
- 5.8.2. La facturation
- 5.8.3. La gestion du personnel et des salaires
- 5.8.4. La gestion des achats, investissements, patrimoines
- 5.8.5. Le dossier destiné à justifier l'utilisation des subventions octroyées par la Région wallonne ou tout autre opérateur public :
- élaboration;
 - responsabilité;
 - délais;
 - interne - externe
- 5.9. La gestion de l'information
- 5.9.1. Le rapport d'activités
- 5.9.2. Les données à caractère épidémiologique :
- modalités de recueil des données;
 - personne responsable de la récolte;
 - règles de sécurité;
 - contrôle de qualité
- 6. Les spécificités du service**
- 6.1. Culture, valeurs et ethos
- 6.2. Historique général du service mettant en évidence les étapes clés, les réussites ou les changements d'orientation
- 6.3. Relations avec le bénéficiaire (l'utilisateur et son entourage)
- 6.3.1. Information générale
- 6.3.2. Information particulière
- 6.3.3. Droits du patient
- 6.3.4. Groupes d'utilisateurs
- 6.4. Communications
- 6.4.1. Information grand public
- 6.4.2. Information aux professionnels
- 6.4.3. Information au réseau agréé
- 6.4.4. Information à la plate-forme de concertation en santé mentale
- 6.5. Réseau d'aide et de soins spécialisés en assuétudes
- 6.5.1. Modalités de désignation des membres
- 6.5.2. Modalités de communication des décisions
- 6.5.3. Modalités d'intégration au sein du réseau (article 26 du décret)
- 7. La perception des attentes et des besoins des bénéficiaires et des professionnels**
- 7.1. Les moyens mis en œuvre pour identifier les besoins
- 7.2. Vision du service et attentes des professionnels qui collaborent avec celui-ci
- 7.3. Vision du service et attente des bénéficiaires
- PARTIE II. - DEFINITION DES OBJECTIFS ET DU PLAN D'ACTION**
- Les objectifs que le service entend atteindre peuvent porter sur chacune des missions et leur exercice : l'accueil et l'information, l'accompagnement psychosocial, la prise en charge psychothérapeutique et médicale, les soins, la réduction des risques, le bénéficiaire, le réseau.

AXES	Objectifs généraux (long terme)	Objectifs opérationnels (moyen et court termes)	Initiative(s) Concrète(s)	Outils, moyens mis ou à mettre en œuvre (à disposition à acquérir et comment) + Affec- tation des ressour- ces	Public cible	Echéances	Evaluation (modalités, indicateur, identification des résultats attendus, quand)
Organisation							
Communication et visibilité							
Effectifs du service							
Gestion financière, d'infrastructures et de logistique							
Gestion du parc informatique							
Mise en œuvre des activités							
Réseau institutionnel							
Place du bénéficiaire							

PARTIE III. - LA TRADUCTION DU PLAN D'ACTION EN PROJETS

Chaque action comporte un ou plusieurs projets.

Ces projets font l'objet d'une définition sous la forme de fiches comportant des indicateurs qui permettent d'évaluer l'accomplissement de chacun d'entre eux.

La fiche projet contient :

4. L'intitulé de l'objectif**5. Le projet**

- description et méthodologie explicite du projet
- destination cible du projet
- terme prévisible (début - fin/durée : court - moyen - long terme)
- acteurs internes ou porteurs du projet
- indicateurs d'accomplissement

6. La mise en œuvre du projet

3.1. Actions, phases et démarches

- actions obligatoires classées par ordre d'antériorité et de priorité
- actions possibles ou complémentaires classées par ordre d'antériorité et de priorité avec leur intitulé et leur description
- pour chaque action :
 - intitulé
 - description
 - modalités de la coordination;
 - désignation des partenaires;
 - définition des tâches

9.2. Ressources

- perception des besoins
- ressources internes disponibles :
 - budgétaires
 - matérielles
 - infrastructures
 - informatiques et électroniques
 - ressources humaines
 - ressources intellectuelles ou compétences
- ressources externes disponibles
 - budgétaires
 - matérielles
 - infrastructures
 - informatiques et électroniques
 - ressources humaines
 - ressources intellectuelles ou compétences
- ressources à acquérir en interne
 - budgétaires
 - matérielles
 - infrastructures
 - informatiques et électroniques
 - ressources humaines
 - ressources intellectuelles ou compétences
- ressources à acquérir en externe
 - budgétaires
 - matérielles
 - infrastructures
 - informatiques et électroniques
 - ressources humaines
 - ressources intellectuelles ou compétences

10. Partenariats liés au projet

- partenaires existants :
 - nom
 - coordonnées
 - référent de contact
 - nature du partenariat
- partenaires souhaités :
 - nom
 - coordonnées
 - référent de contact
 - nature du partenariat

11. Axes de valorisation et impacts attendus du projet

A titre exemplatif :

- Communication, image, etc.
- Socio-économique (emplois non marchand, marchand, analyse prospective, recherche, etc.)
- Modernisation, simplification des tâches
- Renforcement de l'action du service (impact sur les membres du réseau et partenaires)
- Autres (à préciser)

12. Evaluation des risques externes du projet a priori
13. Difficultés internes envisagées et propositions de remédiation
14. Commentaires additionnels et remarques
15. Documents annexés ou accompagnant la fiche projet

PARTIE IV. - L'AUTO-EVALUATION

L'auto-évaluation consiste à :

4. analyser dans quelle mesure les objectifs ont été, n'ont pas été atteints, sont en voie d'être ou de ne pas être atteints;
5. identifier les raisons pour lesquelles ils ont été ou n'ont pas été atteints;
6. faire évoluer les objectifs et leur traduction en plan d'action et en projets en fonction de cette analyse.

La mise à jour du plan d'action est réalisée et transmise aux Services du Gouvernement.

La périodicité de l'auto-évaluation est liée à celle qui est déterminée pour les indicateurs définis par le service. Elle est idéalement fixée à deux ans, quatre ans ou plus selon la nature de l'action et les projets qu'elle implique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 d'application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions.

Namur, le 27 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 5 - Modèle de plan comptable des réseaux et des services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes

17	<i>Dettes à plus d'un an</i>
420	<i>Dettes à un an au plus</i>
422	<i>Leasing</i>
60	Approvisionnement
601	<i>Achat de fourniture</i>
6011	
6012	fourniture de bureau
6013	Mobilier
6014	Matériel médical et para médical
6015	produit et matériel de nettoyage
6016	matériel de bureau
6019	
61	Services et biens divers
610	<i>Loyers et Charges locatives</i>
6100	Loyers et Charges locatives
6101	Charges Locatives
6103	Firme de nettoyage
611	<i>Frais de communication</i>
6111	Téléphone
6112	Gsm
6113	Fax
6114	Frais postaux
612	
6121	Assurance Incendie
6122	Frais de déplacement
6123	Assurance RC
6124	Autres assurances

613	<i>Entretien et réparations immeubles</i>
6131	
6132	
6133	
6134	De terrain et de construction
6135	De mobilier et de matériel
614	<i>Energie</i>
6140	Eau
6141	Gaz
6142	Electricité
6143	Chauffage
6149	Autres
615	<i>Campagne d'information</i>
6151	
6152	
6153	
6154	Frais d'affiliation à une fédération
6159	
616	
6161	Frais d'inscription à des séminaires ou colloques
6162	Frais de formation
6163	
6164	
6165	
6169	
617	
6171	
6172	
6173	
6174	
6175	
618	
6181	Secrétariat social
6182	
6189	
619	
6191	
6192	
6193	Documentation et publication
6194	Autres frais d'administration
6199	Divers
62	Frais de personnel
620	<i>Rémunérations brutes</i>
6201	
62011	Rémunérations brut employés

62012	Rémunérations brut ouvriers
6202	
6203	
621	<i>Cotisations ONSS patronales</i>
6211	
6212	
6213	
623	
62301	Médecine du travail
62302	
62303	
62304	Allocations foyer résidence
62305	Prime de fin d'année
62306	Pécule de vacances
62307	Pécule de sortie
626	
62601	Assurance loi
62602	
629	<i>Frais de transport</i>
63	Amortissements, réductions de valeur et provision pour risques et charges
630	<i>Dotations aux amortissements et aux réductions de valeur sur immobilisations</i>
64	Impôts et taxes
6409	
6419	
65	Charges financières
6500	Frais et intérêts bancaires
70009	Produits divers
705	Participation des bénéficiaires
70501	Honoraires médicaux
70502	Consultations psychologiques
70503	
70504	Consultations sociales
70509	Autres
70511	Expertises
70512	Formations
70519	Autres
706	Interventions dans les frais de dossier
74	
74001	
740011	Avances RW
740012	Autres subsides RW
74002	
74003	
74004	
74005	Mutuelle - INAMI

74006	AWIPH
74007	Communauté française
74008	
74009	Autres
743	Dons privés
744	Cotisations
745	Récupération de frais auprès de tiers
7451	Sinistre récupéré auprès des assurances
7452	Indemnité bâtiment
7459	Autres
74801	Sponsoring
74802	Sous-location
75	Produits financiers
750	Intérêts créditeurs
759	Autres

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 d'application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions
Namur, le 27 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

—
Note

(1) Il s'agit du réseau autour du bénéficiaire et non du réseau agréé au sens du présent arrêté.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2054

[C - 2010/27106]

27 MEI 2010. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2010;

Gelet op advies 47.714/4 van de Raad van State, uitgebracht op 8 februari 2010, overeenkomstig artikel 84, § 84, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o decreet : het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties;

2^o Minister : de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

3^o Regeringsdiensten : het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid;

4^o netwerk : het netwerk zoals bepaald in artikel 2, eerste lid, 3^o, van het decreet;

- 5° federatie : de federatie bedoeld in artikel 18 van het decreet;
- 6° dienst : de zorg- en hulpverleningsdienst gespecialiseerd in verslavingen bedoeld in de artikelen 21 en volgende van het decreet;
- 7° overlegplatform voor geestelijke gezondheidszorg : de erkende vereniging bedoeld in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten.

HOOFDSTUK II. — *Zorg- en hulpverleningsnetwerken gespecialiseerd in verslavingen*

Afdeling 1. — Organisatie in zorgzones

Art. 3. De in artikel 4, § 1, van het decreet bedoelde zones worden bepaald in bijlage 1.

Afdeling 2. — Opdrachten en werking

Art. 4. § 1. De opdracht bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet wordt uitgeoefend nadat een overleg overeenkomstig artikel 10 van het decreet georganiseerd is.

§ 2. De opdracht inzake het institutioneel overleg bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, van het decreet wordt uitgevoerd door de personen belast met de coördinatiefunctie. Die personen leggen voorstellen betreffende die opdracht voor ter goedkeuring van het sturingscomité van het netwerk.

Het institutioneel overleg maakt het voorwerp uit van overeenkomsten die hetgeen volgt vermelden :

1. de identificatie van de partijen;
2. het voorwerp van de prestatie;
3. de verplichtingen van de partijen;
4. het principe van de naleving van het decreet en van de bepalingen die overeenkomstig laatstgenoemde worden genomen;
5. de duur van de overeenkomst;
6. de voorwaarden voor de opzegging van de overeenkomst;
7. de bevoegde instanties in geval van geschil.

Er wordt na overleg met de federaties een type-overeenkomst door de Minister vastgelegd binnen de drie maanden na de beslissing tot erkenning van de federaties.

§ 3. De samenwerking met het in artikel 5, § 1, 4°, van het decreet bedoelde overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg geschiedt in het kader van de sluiting van een overeenkomst die de criteria van vorige paragraaf vervult.

Art. 5. Zodra het netwerk zijn doelstellingen op grond van het onderzoek van de stand van zaken in de zone heeft bepaald, zet het ze in acties om, waarvoor het de projecten waaruit ze bestaan, en de indicatoren bepaalt, waarbij het netwerk zelf de mate waarin de doelstellingen bereikt werden, kan beoordelen.

Zodra het zijn doelstellingen op grond van het onderzoek van de stand van zaken in de zone heeft bepaald, werkt het netwerk zijn actieplan uit, waarvan de inhoud aangepast wordt op grond van het model bepaald in bijlage 2.

Art. 6. Elk sturingscomité werkt een huishoudelijk reglement uit dat met name de volgende punten omvat :

- 1° het minimum aantal jaarlijkse vergaderingen, met dien verstande dat dat aantal niet kleiner mag zijn dan één per kwartaal;
- 2° de verplichting om een proces-verbaal van de tijdens elke vergadering gehouden debatten op te stellen;
- 3° de wijze waarop de documenten aan de leden worden overgemaakt;
- 4° de procedure inzake de oproeping voor de vergaderingen;
- 5° in voorkomend geval de regels die in het kader van de uitwerking van de begroting van het netwerk nageleefd moeten worden;
- 6° de voorwaarden en toestanden waarin de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of van de documenten toegepast kan worden;
- 7° in voorkomend geval, de zetel en de vergaderingsplaatsen van het sturingscomité;
- 8° de wijzen waarop het activiteitenverslag van het netwerk wordt geraadpleegd;
- 9° het al dan niet openbaar karakter van de vergaderingen van het sturingscomité;
- 10° de werkmethode die het sturingscomité wil volgen;
- 11° de beroepsregels die de bepalingen betreffende de belangenconflicten omvatten.

Art. 7. De in artikel 9, eerste lid, van het decreet bedoelde coördinator oefent de opdracht bedoeld in artikel 9, tweede lid, 1°, uit aan de hand van het bepaalde actieplan.

Hij voert de in artikel 9, tweede lid, 2°, van het decreet bedoelde doelstellingen uit op grond van het model van de fiche bedoeld in bijlage 3.

Afdeling 3. — Erkenning

Art. 8. Naast de in artikel 12 van het decreet bedoelde elementen omvat de erkenningsaanvraag van het netwerk :

- 1° zijn ondernemingsnummer;
- 2° de verbintenis om het institutioneel overleg ten gunste van zijn leden te organiseren, overeenkomstig artikel 11 van het decreet;
- 3° de verbintenis om de opdrachten uit te oefenen en de werking van het netwerk te organiseren en om het actieplan bij te werken, overeenkomstig artikel 13, § 1, derde lid, van het decreet.

Art. 9. De aanvraag wordt per aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronische aangetekende zending gestuurd waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

Wanneer het dossier onvolledig is, vragen de Regeringsdiensten de ontbrekende documenten op binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het dossier.

Deze diensten berichten ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het volledige dossier.

Ze organiseren een inspectie om het actieplan van het netwerk te evalueren binnen een termijn van drie maanden vanaf de indiening van het volledige dossier.

De conclusies van de Regeringsdiensten worden binnen één maand na de inspectie overgemaakt aan de inrichtende macht die over één maand beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn maken de Regeringsdiensten het dossier samen hun conclusies en, in voorkomend geval, van de opmerkingen van de inrichtende macht voor beslissing aan de Minister over.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het dossier.

Art. 10. De in artikel 13, § 1, eerste lid, van het decreet bedoelde termijn wordt bepaald op negen maanden te rekenen van de kennisgeving van de erkenning.

Art. 11. Wanneer de Regeringsdiensten een niet-naleving van de normen bepaald bij of krachtens het decreet vaststellen, delen ze de aard van de niet-naleving alsmede de termijn voor het in overeenstemming brengen, die niet kleiner dan één maand mag zijn, aan de inrichtende macht mede.

Na afloop van die termijn leggen ze indien de vastgestelde tekortkomingen blijven voortbestaan, een voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning voor, die ze aan de inrichtende macht mededelen.

Laatstgenoemde wordt voor een verhoor opgeroepen om zijn argumenten binnen een termijn van minstens vijftien dagen te laten gelden. Hij kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen na het verhoor wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan de inrichtende macht die over vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

De Minister beslist over het voorstel tot schorsing of intrekking binnen twee maanden te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

Art. 12. In geval van schorsing van de erkenning moet de inrichtende macht van het netwerk de Regeringsdiensten mededelen dat hij zich met de erkenningsvoorwaarden in overeenstemming heeft gebracht.

Op gunstig advies van de Regeringsdiensten wordt de schorsing opgeheven door de Minister met uitwerking vanaf de datum van kennisgeving van het in overeenstemming brengen ervan.

Art. 13. De wijzigingen die binnen het netwerk verricht zijn en die betrekking hebben op de in de artikelen 5 en volgende van het decreet bedoelde erkenningsvoorwaarden, waaronder met name de inhoud van het actieplan, worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd en gaan vergezeld van de opmerkingen van de Regeringsdiensten.

Daartoe deelt het netwerk ze aan de Regeringsdiensten mede, die er ontvangst van berichten binnen tien dagen.

HOOFDSTUK III. — *Zorg- en hulpverleningsdiensten gespecialiseerd in verslavingen*

Afdeling 1. — Opdrachten en werking

Art. 14. De modaliteiten voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 21, § 1, van het decreet worden door de Minister na overleg met de federaties en de netwerken vastgelegd overeenkomstig artikel 10 van het decreet.

Art. 15. De dienst werkt een actieplan uit, waarvan de inhoud aangepast wordt op grond van het in bijlage 4 bedoelde model.

Afdeling 2. — Erkenning

Art. 16. Naast de in de artikelen 29 en 30 van het decreet bedoelde elementen bevat de erkenningsaanvraag van de dienst zijn ondernemingsnummer.

Art. 17. De aanvraag wordt per aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronische aangetekende zending gestuurd waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

Wanneer het dossier onvolledig is, vragen de Regeringsdiensten de ontbrekende documenten op binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het dossier.

Deze diensten berichten ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het volledige dossier.

Ze organiseren een inspectie om het actieplan van de dienst te evalueren binnen een termijn van drie maanden vanaf de indiening van het volledige dossier.

De conclusies van de Regeringsdiensten worden binnen één maand overgemaakt aan de inrichtende macht die over één maand beschikt om zijn opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn maken de Regeringsdiensten het dossier samen hun conclusies en, in voorkomend geval, van de opmerkingen van de inrichtende macht voor beslissing aan de Minister over.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het volledige dossier.

Art. 18. De in artikel 30, eerste lid, van het decreet bedoelde termijn wordt bepaald op negen maanden te rekenen van de kennisgeving van de erkenning.

Art. 19. Wanneer de Regeringsdiensten een niet-naleving van de normen bepaald bij of krachtens het decreet vaststellen, delen ze de aard van de niet-naleving alsmede de termijn voor het in overeenstemming brengen, die niet kleiner dan één maand mag zijn, aan de dienst mede.

Na afloop van die termijn leggen ze in voorkomend geval een voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning voor, die ze aan de dienst mededelen.

Laatstgenoemde wordt voor een verhoor opgeroepen om zijn argumenten binnen een termijn van minstens vijftien dagen te laten gelden. Hij kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen na het verhoor wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan de dienst die over vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

De Minister beslist over het voorstel tot schorsing of intrekking binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier.

Art. 20. In geval van schorsing van de erkenning moet de dienst de Regeringsdiensten mededelen dat hij zich met de erkenningsvoorwaarden in overeenstemming heeft gebracht.

Op gunstig advies van de inspectie wordt de schorsing opgeheven door de Minister vanaf de datum van kennisgeving van het in overeenstemming brengen ervan.

Art. 21. De wijzigingen die binnen de dienst verricht zijn en die betrekking hebben op de in de artikelen 21 en volgende van het decreet bedoelde erkenningsvoorwaarden, waaronder met name de inhoud van het actieplan, worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd en gaan vergezeld van de opmerkingen van de Regeringsdiensten.

Daartoe worden ze medegedeeld aan de Regeringsdiensten mede, die er ontvangst van berichten binnen tien dagen.

*HOOFDSTUK IV. — Bepalingen gemeen aan de netwerken, de zorg-
hulpverleningsdiensten gespecialiseerd in verslavingen en de federaties*

Afdeling 1. — Betaling van de subsidies, controle ervan en boekhouding

Art. 22. § 1. Overeenkomstig artikel 36, tweede lid, van het decreet komt de aflossing van goederen van patrimoniaal soort met een geraamde gebruiksduur van meer dan één jaar in aanmerking voor het voordeel van de subsidie als werkingskosten en wordt ze berekend volgens de volgende regels :

1. 10 jaar voor het meubilair;
2. 5 jaar voor het bureaumaterieel;
3. 3 jaar voor de informaticasoftware.

De aanvraag wordt ingediend en voor de aankoop samen met het gekozen aanbod gerechtvaardigd, op straffe van niet overweging van de uitgave.

Bij gebrek aan antwoord van de Regeringsdiensten binnen één maand van het bericht van ontvangst van de aanvraag wordt ze geacht aangenomen te zijn.

§ 2. Het aflossingsplan wordt enkel in overweging genomen als het in de boekhouding voorkomt; zoniet wordt de aankoop van materieel van de subsidie uitgesloten.

Art. 23. Voor subsidie komen in aanmerking de algemene kosten en de werkingskosten als volgt :

1. de reiskosten en de parkeerkosten in België, ten belope van de bedragen toegekend aan de personeelsleden van de Regeringsdiensten, voor zover het voorwerp van de verplaatsing duidelijk aangegeven wordt en voor zover er een reisblad is opgesteld;
2. de kosten gebonden aan telefoon- en Internetverbindingen en -verbruik;
3. de kantoorkosten waarvan de aard door de Minister wordt bepaald;
4. de aankoop van materieel voor een bedrag waarvan het maximum door de Minister wordt bepaald en voor zover het gebruik ervan gebonden is aan de uitoefening van de opdrachten;
5. de kosten voor het huren van een gebouw of een gebouwgedeelte, met inbegrip van de desbetreffende huurkosten voor zover ze voortvloeien uit een huurovereenkomst in goede en behoorlijke vorm.

Als het gebouw dient voor andere activiteiten dan welke die door de subsidie gefinancierd worden, worden de lasten opgesplitst ofwel volgens de tijd die uitgetrokken wordt voor de gefinancierde activiteit ofwel volgens de daarvoor aangewende oppervlakte;

6. de kosten voor de inschrijving op colloquia of vormingen, de reis- en verblijfkosten toegekend op dezelfde grond als die toegekend aan de personeelsleden van de Regeringsdiensten;
7. wanneer de kosten van het colloquium of van de vorming hoger zijn dan vijfhonderd euro of wanneer het colloquium of de vorming in het buitenland plaatsvindt, moet de voorafgaande toestemming van de Regeringsdiensten aangevraagd worden en vergezeld gaan van het programma en van een specifieke begroting;
8. de diverse belastingen;
9. de honorariakosten voor zover het doel, de datum, de periodiciteit van de bedoelde prestatie duidelijk vermeld worden;
10. de kosten voor het drukken en de overmaking van het informatiedocument bedoeld in artikel 47 van het decreet of van elk andere document bestemd voor het publiek of de leden van het netwerk;
11. de bankrente indien de voorschotten zijn betaald na de termijnen bedoeld in artikel 37, eerste lid, van het decreet.

Art. 24. § 1. Volgende personeelsuitgaven komen voor de subsidie in aanmerking binnen de perken van de verplichtingen opgelegd aan de werkgevers :

1. de ongemakkelijke uren;
2. de eindejaarstoelage en het vakantiegeld, beperkt volgens de regels geldend voor de personeelsleden van de Regeringsdiensten;
3. het vertrekvakantiegeld;
4. de haard- en standplaatstoelage;
5. de sociale werkgeversbijdragen;
6. de reiskosten tussen de woonplaats en de werkplaats voor zover de werknemer het openbaar vervoer gebruikt;
7. de wettelijke verzekering;
8. de arbeidsgeneeskunde.

Art. 25. Volgende kosten komen geenszins in aanmerking als werkingskosten :

1. de kosten voor taxiritten;
2. de kosten voor voeding, drank, restaurant, behalve indien verantwoord in het kader van de vergaderingen georganiseerd krachtens het decreet en dit besluit;
3. de kosten voor restaurant;
4. de uitgaven verricht in de vorm van een forfaitair bedrag zonder detail van de prestaties;
5. de aankoop van onroerende goederen en van voertuigen;
6. de vertegenwoordigingskosten.

Art. 26. Overeenkomstig artikel 39 van het decreet worden de boekhoud- en financiële gegevens aan de Regeringsdiensten medegedeeld uiterlijk op 31 maart van het jaar na het boekjaar waarop ze betrekking hebben.

Die gegevens omvatten de stukken die het gebruik van de subsidie in de vorm van originele documenten en van een afschrift rechtvaardigen, de desbetreffende betalingsbewijzen, het afschrift van de driemaandelijke aangiften aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de loonfiches en de fiscale fiches die betrekking hebben op de lonen en de prestaties, het bewijs van de betaling van de huurprijs in geval van huur van een gebouw en de voor het boekjaar bijgewerkte afschrijvingstabellen.

Art. 27. Het boekhoudplan bedoeld in artikel 39 van het decreet is opgenomen in bijlage 5 bij dit besluit.

Afdeling 2. — Beoordeling en controle

Art. 28. De ambtenaren en personeelsleden die deel uitmaken van het Departement dat binnen de Regeringsdiensten belast is met de evaluatie en controle van de netwerken en diensten, worden aangewezen om ze uit te voeren.

Art. 29. § 1. De controle en de evaluatie van de activiteiten van het netwerk of van de dienst worden gevoerd door de Regeringsdiensten die overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en met name het Handvest van goed administratief gedrag bedoeld in bijlage I :

- 1° de overeenstemming van de bij of krachtens het decreet aangenomen bepalingen, met name de naleving van de voorwaarden van de erkenning en van de handhaving ervan, verifiëren;
- 2° de invoering van het actieplan en zijn werkelijke uitvoering op participerende wijze evalueren.

Om de in het vorige lid, 1°, bedoelde verificatie mogelijk te maken, zorgt het netwerk ervoor de dossiers betreffende het aangeworven personeel of het statutair personeel, de bijgewerkte lijst van zijn leden, de overeenkomsten, de notulen van de vergaderingen van het sturingscomité en de boekhouding ter beschikking te stellen van de Regeringsdiensten.

Bovendien zorgt de dienst ervoor de dossiers betreffende het aangeworven personeel of het statutair personeel, de overeenkomsten, de dossiers van de begunstigden en de boekhouding ter beschikking te stellen van de Regeringsdiensten.

Tijdens de in het eerste lid, 2°, bedoelde participerende evaluatie zorgt het netwerk ervoor dat alle personen belast de coördinatiefunctie tijdens de inspectie aanwezig zijn.

Bovendien zorgt de dienst ervoor dat alle personeelsleden aanwezig zijn.

§ 2. De conclusies van de inspectie worden binnen één maand overgemaakt aan het netwerk of de dienst dat/die beschikt over een termijn van één maand om ze te beantwoorden.

Art. 30. Het in artikel 44 van het decreet bedoelde activiteitenverslag wordt aan de Regeringsdiensten overgemaakt uiterlijk binnen drie maanden na het einde van het boekjaar waarop het betrekking heeft.

Afdeling 3. — Verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens

Art. 31. De Minister zorgt voor de verzameling van de in artikel 45 van het decreet bedoelde gegevens zodat de anonimiteit, de duurzaamheid en het gebruik ervan door de diensten zelf met name in het kader van het netwerk of van hun eigen activiteiten worden verzekerd.

Art. 32. § 1. De minimale lijst van de gegevens bedoeld in artikel 45, § 1, tweede lid, *a)* en *b)*, van het decreet omvat voor elke begunstigde minstens de volgende informatie :

1. de leeftijd;
2. het geslacht;
3. de burgerlijke stand;
4. de nationaliteit;
5. de moedertaal;

6. de levensstijl;
7. het schoolbezoek;
8. de beroepscategorie;
9. de hoofdzakelijke inkomensbron.

De Minister vult de in het vorige lid bepaalde lijst van de sociaal-epidemiologische gegevens aan na overleg met de netwerken overeenkomstig artikel 10 van het decreet.

§ 2. De minimale lijst van de sociaal-epidemiologische gegevens bedoeld in artikel 45, § 1, eerste lid, c), van het decreet omvat voor elke betrokken begunstigde minstens de gegevens voortvloeiend uit de uitvoering van de verplichtingen van België wat betreft het probleem van de drugs in het kader van het Verdrag van Maastricht in de vorm van de registratie van de Treatment Demand Indicator.

HOOFDSTUK V. — *Begunstigden*

Art. 33. Naast de elementen bedoeld in artikel 47 van het decreet omvat het voor de begunstigde bestemde informatiedocument :

- 1° de personalia van de dienst;
- 2° de omschrijving van de organisatie van de dienst, en met name de rol van de diensten en dienstverleners die zouden kunnen optreden;
- 3° de rechten van de begunstigde en de nadere regels voor de indiening van een klacht, meer bepaald de klacht bepaald bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Het voor de begunstigde bestemde informatiedocument wordt ter informatie aan de Regeringsdiensten overgemaakt uiterlijk één maand na de kennisgeving van de erkenning.

Art. 34. Het individueel dossier van de begunstigde bedoeld in artikel 49, § 1, van het decreet omvat minstens de volgende administratieve gegevens :

- 1° de personalia van de begunstigde, waaronder de naam, de voornaam, de geboorteplaats en -datum, de burgerlijke stand, de nationaliteit, het adres en het telefoonnummer;
- 2° in voorkomend geval, de identificatie van het ziekenfonds waarbij de begunstigde is aangesloten;
- 3° de identificatie van de algemeen geneesheer of een specialist aangewezen door de begunstigde;
- 4° de instemming van de begunstigde, bedoeld in artikel 21, § 1, vijfde lid, van het decreet;
- 5° de data en aarden van de prestaties alsmede de identificatie van de dienstverlener of van het betrokken personeelslid;
- 6° het bewijs van de betaling van de prestaties of van de vrijstelling;
- 7° de instemming van de begunstigde in het kader van de verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens.

Art. 35. Na afloop van een termijn van één maand na zijn goedkeuring worden het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 50, § 1, derde lid, van het decreet en de wijzigingen ervan overgemaakt aan de Regeringsdiensten die er binnen tien dagen ontvangst van berichten.

Art. 36. Het in artikel 51 van het decreet bedoelde maximumtarief bedraagt tien euro per prestatie.

Elke betaling wordt opgenomen in het individueel dossier van de begunstigde overeenkomstig artikel 34 van dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Het kadaster van het aanbod inzake verslavingen en informatieverstrekking aan het publiek*

Art. 37. Het kadaster van het aanbod inzake verslavingen dat het geheel van de erkende diensten omstandig inventariseert, wordt bekendgemaakt op de website van de Regeringsdiensten.

Art. 38. De Minister organiseert de communicatie van het kadaster van het aanbod aan de diensten, de netwerken en de federaties volgens de meest aangepaste nadere regels, binnen zes maanden na het on line plaatsen ervan.

Art. 39. De lijst van de erkende diensten en netwerken, hun werkingsgebied en de omschrijving van het aanbod van hun dienstverleningen zijn voortdurend op de website van de Regeringsdiensten te raadplegen en worden bijgewerkt in overleg met de federaties.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 40. Het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 41. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na het verstrijken van een termijn van tien dagen met ingang van de eerste dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het vorige lid hebben de artikelen 22, 23, 24, 25, 26 en 27 van dit besluit nochtans uitwerking op 1 januari 2010.

Art. 42. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 1 - **Bepaling van de zorgzones gespecialiseerd in verslavingen****Zone 01 Moeskroen-Doornik-Aat**

Antoing, Aat, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Komen-Waasten, Elzele, Estaimpuis, Vloesberg, Frasnes-lez-Anvaing, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Moeskroen, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Doornik.

Zone 02 La Louvière

Binche, 's-Gravenbrakel, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Edingen, Erquelinnes, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Zinnik.

Zone 03 Brabant

Bevekom, Eigenbrakel, Kasteelbrakel, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genepiën, Graven, Hélécine, Incourt, Itter, Geldenaken, Terhulpen, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwijs, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubeke, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Waver.

Zone 04 Hoei-Borgworm

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannuit, Héron, Hoei, Lincet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Borgworm, Wasseiges.

Zone 05 Luik

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

Zone 06 Verviers

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Saintoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Zone 07 Bergen

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Bergen, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

Zone 08 Charleroi

Aiseau-Presles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les Bons Villers, Lobbes, Montignies-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

Zone 09 Namen

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gembloers, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe.

Zone 10 Dinant

Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

Zone 11 Philippeville

Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval, Walcourt.

Zone 12 Luxemburg

Arlon, Attert, Aubange, Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Etalle, Erezée, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties.

Namen, 27 mei 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

**Bijlage 2 - Model van het actieplan van de zorg-
en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen**

DEEL I. - VOORSTELLING EN DIAGNOSE

1. De identificatie van de inrichtende macht;

- 1.1.1. Benaming en personalia
- 1.1.2. Aard van de statuten
- 1.1.3. Personalia van een contactpersoon
- 1.1.4. Andere eventuele activiteiten
- 1.1.5. Bepaling van de zorgzone

1.2. Mededeling van de informatie tussen het netwerk en zijn leden

1.3. Samenstelling van de coördinatiefunctie

- 1.3.1. Organisatie van de coördinatiefunctie
- 1.3.2. Identificatie van de verantwoordelijke
- 1.3.3. Identificatie van de andere dienstverleners
- 1.3.4. Omvang van de prestaties

1.4. Werkorganisatie

- 1.4.1. Interne organisatie
 - 1.4.1.1. Identificatie van de leden van het netwerk
 - 1.4.1.2. Aanbod en vraag :
 - Identificatie van het bestaande aanbod en samenwerking met de overlegplatforms voor geestelijke gezondheidszorg
 - Identificatie van de hulp- en zorgvraag in de zone
 - 1.4.1.3. Institutioneel overleg betreffende de verdeling van de taken en de complementariteit ervan
 - 1.4.1.4. Insitutionele en logistische steun van de actie van de gespecialiseerde zorg- en hulpverleningsdiensten
 - Opstelling van overeenkomsten
 - Uitwerking van gemene instrumenten inzake onthaal en informatieverstrekking van de begunstigden, van psychosociale begeleiding, psychotherapeutische en medische tenlasteneming, zorgen en vermindering van de risico's
 - 1.4.1.5. Samenwerking met het overlegplatform voor geestelijke gezondheidszorg
 - 1.4.1.6. Intervisie
- 1.4.2. Externe organisatie
 - partners
 - bestaande overeenkomsten
- 1.4.3. Begrotingsmiddelen
 - identificatie van de financiële middelen met vermelding van de herkomst en schattingen van de bedragen
 - terugkerende of punctuele middelen
- 1.4.4. Dagelijks beheer en logistiek
 - Boekhouding
 - Facturering
 - Beheer van het personeel en van de lonen
 - Beheer van de aankopen, investeringen, erfgoederen
 - Dossier bestemd om het gebruik van de toelagen toegekend door het Waalse Gewest of door elke andere openbare operator te rechtvaardigen :
 - uitwerking
 - aansprakelijkheid
 - termijnen
 - intern - extern

1.5. Beheer van de informatie

- 1.5.1. Activiteitenverslag
- 1.5.2. Gegevens met een epidemiologisch karakter :
 - modaliteiten voor de verzameling van de gegevens
 - verantwoordelijke voor de verzameling
 - veiligheidsregels
 - kwaliteitscontrole

DEEL II. - BEGRIPSOMSCHRIJVING VAN DE DOELSTELLINGEN EN VAN HET ACTIEPLAN

De doelstellingen die het netwerk wil bereiken, kunnen betrekking hebben op elke van de opdrachten en van hun uitvoering : onthaal en informatieverstrekking van de begunstigden, psychosociale begeleiding, psychotherapeutische en medische tenlasteneming, zorgen en vermindering van de risico's, begunstigde, netwerk.

ASSEN	Algemene doelstellingen (lange termijn)	Operationele doelstellingen (gemiddelde en korte termijnen)	Concrete initiatieven	Instrumenten, middelen die uitgevoerd worden of moeten worden (ter beschikking, aan te kopen en op welke wijze) + bestemming van de bestaansmiddelen	Doelpubliek	Termijnen	Evaluatie (modaliteiten, wijzer, identificatie van de verwachte resultaten, wanneer)
Organisatie							
Communicatie en zichtbaarheid							
Personeelsbestand van de dienst							
Financieel beheer, beheer van infrastructuur en logistiek							
Beheer van het informatiepark							
Uitvoering van de activiteiten							
Institutioneel netwerk							
Plaats van de begunde							

DEEL III. - AUTO-EVALUATIE

De auto-evaluatie bestaat erin :

1. te analyseren in welke mate de doelstellingen al dan niet zijn bereikt, al dan niet zullen worden bereikt;
2. de redenen te identificeren waarvoor ze al dan niet zijn bereikt;
3. de doelstellingen en hun omzetting in een actieplan en in projecten naar gelang van die analyse te laten ontwikkelen.

De bijwerking van het actieplan wordt uitgevoerd en overgemaakt aan de Regeringsdiensten.

De periodiciteit van de auto-evaluatie is gebonden aan welke die voor de door de dienst bepaalde indicatoren vastgesteld wordt. Ze wordt idealiter bepaald op twee jaar, vier jaar of meer volgens de aard van de actie en de projecten die ze impliceert.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties.

Namen, 27 mei 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 3 - **Model van de fiche voor de organisatie van de uitvoering van de doelstellingen gebonden aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken gespecialiseerd in verslavingen**

Elke actie van het plan omvat één of meerdere projecten.

Die projecten maken het voorwerp uit van een begripsomschrijving in de vorm van fiches met wijzers die de evaluatie van de vervulling van elk ervan mogelijk maken.

De fiche « project » omvat :

1. Opschrift van de doelstelling

2. Project

- omschrijving en expliciete methodologie van het project
- doelbestemming van het project
- voorzienbare termijn (aanvang -einde/duur : korte - gemiddelde - lange termijn)
- interne actoren of actoren die houder zijn van het project
- indicatoren van voltooiing

3. Uitvoering van het project

3.1. Acties, fasen en stappen

- verplichte acties gerangschikt met voorrang en prioriteit
- mogelijke of bijkomende acties gerangschikt met voorrang en prioriteit met hun opschrift en hun omschrijving
- voor elke actie :
 - opschrift
 - omschrijving
 - coördinatiemodaliteiten
 - aanwijzing van de partners
 - begripsomschrijving van de taken

3.2. Hulpbronnen

- waarneming van de behoeften
- beschikbare interne hulpbronnen :
 - budgettair
 - materieel
 - infrastructuur
 - informatica- en elektronische hulpbronnen
 - menselijke hulpbronnen
 - intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden
- beschikbare externe hulpbronnen
 - budgettair
 - materieel
 - infrastructuur
 - informatica- en elektronische hulpbronnen
 - menselijke hulpbronnen
 - intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden
- binnen de dienst te verwerven hulpbronnen
 - budgettair
 - materieel
 - infrastructuur
 - informatica- en elektronische hulpbronnen
 - menselijke hulpbronnen
 - intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden

- buiten de dienst te verwerven hulpbronnen
 - budgettair
 - materieel
 - infrastructuur
 - informatica- en elektronische hulpbronnen
 - menselijke hulpbronnen
 - intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden

4. Partnerschappen gebonden aan het project

- bestaande partnerschappen :
 - naam
 - personalia
 - contactpersoon
 - aard van het partnerschap
- gewenste partners :
 - naam
 - personalia
 - contactpersoon
 - aard van het partnerschap

5. Speerpunten en verwachte effecten van het project

Bij voorbeeld :

- Communicatie, beeld, enz.
- Op socio-economisch vlak (arbeidsplaatsen in de non-profitsector, in de commerciële sector, prospectieve analyse, onderzoek, enz.)
- Modernisatie, vereenvoudiging van de taken
- Versterking van de actie van de dienst (effect op de leden van het netwerk en partners)
- Andere (te bepalen)

6. Evaluatie van de externe risico's van het project a priori

7. Overwogen interne moeilijkheden en voorstellen tot verhelping

8. Bijkomende commentaren en opmerkingen

9. Bijgevoegde documenten of documenten die bij de fiche « project » gevoegd worden

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties.

Namen, 27 mei 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 4 - Model van het actieplan van de zorg- en hulpverleningsdiensten gespecialiseerd in verslavingen

DEEL I. - VOORSTELLING EN DIAGNOSE

2. Identificatie

- 1.1 Benaming van de dienst
- 1.2 Personalia
- 1.3 Zorgzone
- 1.4 Omvang van de bediende bevolking

3. Omgeving in territoriale en institutionele termen

3.1. Toestand van de dienst in zijn socio-geografische omgeving waaronder de kenmerken van de bevolking van het gedekte grondgebied

3.1.1. Toestand van de dienst in zijn geografische omgeving :

- toegankelijkheid en ligging
- openbaar vervoer
- aard van de stedelijke of landelijke omgeving

3.1.2. Kenmerken van de bevolking van het gedekte grondgebied

- socio-demografische gegevens
- sanitaire gegevens

2.1.3. Kaart van het door de dienst gedekte grondgebied

3.2. Toestand van de dienst in het algemene zorgaanbod, in het aanbod voor geestelijke gezondheidszorg en in het ambulante aanbod

3.2.1. Toestand van de dienst in het algemene zorgaanbod :

- ligging
- aard van de activiteit (ziekenhuis, enz.)
- inwerkingscyclus (aard van de verslavingen, enz.)
- doelgroep (leeftijd, enz.)

3.2.2. Toestand van de dienst inzake verslavingen :

- aanbod van diensten van enigerlei aard inzake verslavingen;
- aanbod van diensten van dezelfde aard binnen het netwerk

3.2.3. Toestand van de dienst in het ambulante kader :

- ten opzichte van het aanbod van de andere diensten

3.3. Eigenschappen van de bevolking die zich tot de dienst wendt

3.3.1. Socio-economische gegevens

3.3.2. Gegevens betreffende de activiteiten van de dienst

3.3.3. Epidemiologische gegevens

4. Omschrijving van de organisatie van de dienst

4.1. Inrichtende macht

4.1.1. Benaming en personalia

4.1.2. Aard van de statuten

4.1.3. Personalia van een contactpersoon

4.1.4. Andere eventuele activiteiten

4.2. Samenstelling van de ploeg

4.2.1. Organogram van de beklede functies

4.2.2. In geval van verschillende activiteiten, omschrijving van de organisaties en van de banden binnen die organisatie

4.2.3. Identificatie van de verantwoordelijke

4.2.4. Identificatie van de zelfstandige dienstverleners

4.2.5. Omvang van de prestaties

4.3. Werkorganisatie

4.3.1. Interne organisatie :

- onthaal
- telefonie
- organisatie van het secretariaat en van administratieve taken
- beantwoording van de aanvraag (psychosociale begeleiding, psychotherapeutische en medische tenlasteneming, zorgen, vermindering van de risico's)
- multidisciplinair overleg
- toegankelijkheid
- bijkomende activiteiten
- verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens;
- vorming
- toezicht
- intervisie
- informatisering en veiligheid van de gegevens

4.3.2. Theoretische referenties en psycho-diagnostische instrumenten

4.3.3. Externe organisatie :

- partners
- netwerk
- bestaande overeenkomsten

4.3.4. Begrotingsmiddelen :

- identificatie van de financiële middelen met vermelding van de herkomst en schattingen van de bedragen
- terugkerende of punctuele middelen

5. Activiteiten

5.1. Onthaal van de aanvraag

5.1.1. Begripsomschrijvingen van de onthaalmodaliteiten in het algemeen

- ontvangst
- modaliteiten
- plaatsen

5.1.2. Begripsomschrijvingen van de modaliteiten voor de behandeling en opvolging

5.1.3. Begripsomschrijvingen van de heroriënteringsmodaliteiten

5.1.4. Begripsomschrijvingen van de modaliteiten inzake crisisonthaal

5.1.5. Andere onthaalmodaliteiten

5.1.6. Modaliteiten inzake de verdeling van de informatie binnen het netwerk

5.2. Tenlasteneming van de aanvraag

5.2.1. Multidisciplinair overleg :

- modaliteiten
- organisatie
- perken

5.2.2. Sociale interventie

5.2.3. Therapeutische en psychologische interventie

5.2.4. Medische interventie

5.2.5. Administratieve interventie

5.2.6. Interventies van andere functies

- 5.2.7. Wijzen van tenlasteneming : individueel, in groep, in netwerk
- 5.2.8. Einde van de tenlasteneming
- 5.2.9. Reactivering
- 5.2.10. Verhouding met de omgeving
- 5.3. Informatieactiviteiten bestemd voor de beroepsmensen
- 5.4. Expertiseactiviteiten
- 5.5. Toezichten van derden, beroepsmensen
- 5.6. Vormingen bestemd voor derden, beroepsmensen
- 5.7. Werk in netverbanden (1)
- 5.7.1. Identificatie van de leden van het netwerk
- 5.7.2. Doelstellingen van het netwerk;
- 5.7.3. Herkomst van het netwerk;
- 5.7.4. Bijzonderheden
- 5.7.5. Begunstigden
- 5.7.6. Dynamica en werkingsmodaliteiten
- 5.7.7. Activeringsmodaliteiten
- 5.7.8. Periodiciteit
- 5.7.9. Formaliseren
- 5.7.10. Auto-evaluatiemodaliteiten
- 5.7.11. Evaluatie door de dienst
- 5.8. Dagelijks beheer en logistiek
- 5.8.1. Boekhouding
- 5.8.2. Facturering
- 5.8.3. Beheer van het personeel en van de lonen
- 5.8.4. Beheer van de aankopen, investeringen, erfgoederen
- 5.8.5. Dossier bestemd om het gebruik van de toelagen toegekend door het Waalse Gewest of door elke andere openbare operator te rechtvaardigen :
- uitwerking
 - aansprakelijkheid
 - termijnen
 - intern - extern
- 5.9. Beheer van de informatie
- 5.9.1. Activiteitenverslag
- 5.9.2. Gegevens met een epidemiologisch karakter :
- modaliteiten voor de verzameling van de gegevens
 - verantwoordelijke voor de verzameling
 - veiligheidsregels
 - kwaliteitscontrole
- 6. Bijzonderheden van de dienst**
- 6.1. Cultuur, waarden en ethos
- 6.2. Algemene voorgeschiedenis van de dienst waarbij de sleutelfasen, de successen of de koerswijzigingen aangegeven worden
- 6.3. Verhoudingen met de gebruiker (de gebruiker en diens omgeving)
- 6.3.1. Algemene informatie
- 6.3.2. Bijzondere informatie
- 6.3.3. Rechten van de patiënt
- 6.3.4. Gebruikersgroepen
- 6.4. Mededelingen
- 6.4.1. Informatie aan het publiek
- 6.4.2. Informatie aan de beroepsmensen
- 6.4.3. Informatie aan het netwerk
- 6.4.4. Informatie aan het overlegplatform voor geestelijke gezondheidszorg
- 6.5. Zorg- en hulpverleningsnetwerk gespecialiseerd in verslavingen
- 6.5.1. Modaliteiten voor de aanwijzing van de leden
- 6.5.2. Modaliteiten voor de mededeling van de beslissingen
- 6.5.3. Modaliteiten voor de integratie binnen het netwerk (artikel 26 van het decreet)
- 7. Waarneming van de verwachtingen en van de behoeften van de begunstigden en van de beroepsmensen**
- 7.1. Middelen die gebruikt worden om de behoeften te identificeren
- 7.2. Visie van de dienst en verwachtingen van de beroepsmensen die met hem samenwerken
- 7.3. Visie van de dienst en verwachting van de begunstigden
- DEEL II. - BEGRIPSOMSCHRIJVING VAN DE DOELSTELLINGEN EN VAN HET ACTIEPLAN**
- De doelstellingen die de dienst wil bereiken, kunnen betrekking hebben op elke van de opdrachten en van hun uitoefening : onthaal en informatieverstrekking van de begunstigden, psychosociale begeleiding, psychotherapeutische en medische tenlasteneming, zorgen en vermindering van de risico's, begunstigde, netwerk.

ASSEN	Algemene doelstellingen (lange termijn)	Operationele doelstellingen (gemiddelde en korte termijnen)	Concrete initiatieven	Instrumenten, middelen die uitgevoerd worden of moeten worden (ter beschikking, aan te kopen en op welke wijze) + bestemming van de bestaansmiddelen	Doelpubliek	Termijnen	Evaluatie (modaliteiten, wijzer, identificatie van de verwachte resultaten, wanneer)
Organisatie							
Communicatie en zichtbaarheid							
Personeelsbestand van de dienst							
Financieel beheer, beheer van infrastructuur en logistiek							
Beheer van het informatiepark							
Uitvoering van de activiteiten							
Institutioneel netwerk							
Plaats van de begunde							

DEEL III. - OMZETTING VAN HET ACTIEPLAN IN PROJECTEN

Elke actie omvat één of meerdere projecten.

Die projecten maken het voorwerp uit van een begripsomschrijving in de vorm van fiches met wijzers die de evaluatie van de vervulling van elk ervan mogelijk maken.

De fiche « project » omvat :

4. Opschrift van de doelstelling**5. Project**

- omschrijving en expliciete methodologie van het project
- doelbestemming van het project
- voorzienbare termijn (aanvang -einde/duur : korte - gemiddelde - lange termijn)
- interne actoren of actoren die houder zijn van het project
- indicatoren van voltooiing

6. Uitvoering van het project**3.1. Acties, fasen en stappen**

- verplichte acties gerangschikt met voorrang en prioriteit
- mogelijke of bijkomende acties gerangschikt met voorrang en prioriteit met hun opschrift en hun omschrijving
- voor elke actie :
 - opschrift
 - omschrijving
 - coördinatiemodaliteiten
 - aanwijzing van de partners
 - begripsomschrijving van de taken

9.2. Hulpbronnen

- waarneming van de behoeften
- beschikbare interne hulpbronnen :
 - budgettair
 - materieel
 - infrastructuur
 - informatica- en elektronische hulpbronnen
 - menselijke hulpbronnen
 - intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden
- beschikbare externe hulpbronnen
 - budgettair
 - materieel
 - infrastructuur
 - informatica- en elektronische hulpbronnen
 - menselijke hulpbronnen
 - intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden
- binnen de dienst te verwerven hulpbronnen
 - budgettair
 - materieel
 - infrastructuur
 - informatica- en elektronische hulpbronnen
 - menselijke hulpbronnen
 - intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden
- buiten de dienst te verwerven hulpbronnen
 - budgettair
 - materieel
 - infrastructuur
 - informatica- en elektronische hulpbronnen
 - menselijke hulpbronnen
 - intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden

10. Partnerschappen gebonden aan het project

- bestaande partnerschappen :
 - naam
 - personalia
 - contactpersoon
 - aard van het partnerschap
- gewenste partners :
 - naam
 - personalia
 - contactpersoon
 - aard van het partnerschap

11. Speerpunten en verwachte effecten van het project

Bij voorbeeld :

- Communicatie, beeld, enz.
- Op socio-economisch vlak (arbeidsplaatsen in de non-profit sector, in de commerciële sector, prospectieve analyse, onderzoek, enz.)
- Modernisatie, vereenvoudiging van de taken
- Versterking van de actie van de dienst (effect op de leden van het netwerk en partners)
- Andere (te bepalen)

12. Evaluatie van de externe risico's van het project a priori**13. Overwogen interne moeilijkheden en voorstellen tot verhelping****14. Bijkomende commentaren en opmerkingen****15. Bijgevoegde documenten of documenten die bij de fiche « project » gevoegd worden**

DEEL IV. - AUTO-EVALUATIE

De auto-evaluatie bestaat erin :

4. te analyseren in welke mate de doelstellingen al dan niet zijn bereikt, al dan niet zullen worden bereikt;
5. de redenen te identificeren waarvoor ze al dan niet zijn bereikt;
6. de doelstellingen en hun omzetting in een actieplan en in projecten naar gelang van die analyse te laten ontwikkelen.

De bijwerking van het actieplan wordt uitgevoerd en overgemaakt aan de Regeringsdiensten.

De periodiciteit van de auto-evaluatie is gebonden aan welke die voor de door de dienst bepaalde indicatoren vastgesteld wordt. Ze wordt idealiter bepaald op twee jaar, vier jaar of meer volgens de aard van de actie en de projecten die ze impliceert.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties.

Namen, 27 mei 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 5 - Model van boekhoudplan van de zorg-
en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen

17	<i>Schulden over meer dan één jaar</i>
420	<i>Schulden over meer dan één jaar</i>
422	<i>Leasing</i>
60	Voorziening
601	<i>Aankoop van benodigdheden</i>
6011	
6012	Kantoorbenodigdheden
6013	Meubilair
6014	Medisch en paramedisch materieel
6015	Reinigingsproduct en -materiaal
6016	Bureaumaterieel
6019	
61	Diensten en diverse goederen
610	<i>Huur en Huurkosten</i>
6100	Huur en Huurkosten
6101	Huurkosten
6103	Reinigingsfirma
611	<i>Communicatiekosten</i>
6111	Telefoon
6112	GSM
6113	Fax
6114	Postkosten
612	
6121	Brandverzekering
6122	Verplaatsingskosten
6123	Verzekering civielrechtelijke aansprakelijkheid
6124	Andere verzekeringen

613	<i>Onderhoud en onroerende herstellen</i>
6131	
6132	
6133	
6134	Van terrein en van bouwwerken
6135	Van meubilair en materieel
614	<i>Energie</i>
6140	Water
6141	Gas
6142	Elektriciteit
6143	Verwarming
6149	Overige
615	<i>Informatiecampagne</i>
6151	
6152	
6153	
6154	Kosten voor de aansluiting bij een verbond
6159	
616	
6161	Kosten voor de inschrijving op seminaria of colloquia
6162	Vormingskosten
6163	
6164	
6165	
6169	
617	
6171	
6172	
6173	
6174	
6175	
618	
6181	Sociaal secretariaat
6182	
6189	
619	
6191	
6192	
6193	Documentatie en bekendmaking
6194	Andere bestuurskosten
6199	Allerlei
62	Personeelskosten
620	<i>Brutobezoldigingen</i>
6201	
62011	Brutobezoldigingen bedienden
62012	Brutobezoldigingen arbeiders
6202	
6203	

621	<i>Werkgeversbijdragen RZZ</i>
6211	
6212	
6213	
623	
62301	Arbeidsgeneeskunde
62302	
62303	
62304	Haard- en standplaatstoelage
62305	Eindejaarspremie
62306	Vakantiegeld
62307	Vertrekvakantiegeld
626	
62601	Wetverzekering
62602	
629	Vervoerkosten
63	Afschrijvingen, waardeverminderingen en voorziening voor risico's en lasten
630	<i>Dotaties aan de afschrijvingen en aan de waardeverminderingen op activa</i>
64	Belastingen en heffingen
6409	
6419	
65	Financiële lasten
6500	Bankkosten en -interesten
70009	Diverse producten
705	Deelname van de begunstigden
70501	Medische honoraria
70502	Psychologische raadplegingen
70503	
70504	Sociale raadplegingen
70509	Overige
70511	Expertises
70512	Vormingen
70519	Overige
706	Tegemoetkomingen in de dossierskosten
74	
74001	
740011	Voorschotten WG
740012	Andere subsidies WG
74002	
74003	
74004	
74005	Ziekenfonds - RIZIV
74006	AWIPH
74007	Franse Gemeenschap
74008	
74009	Overige
743	Private giften
744	Bijdragen

745	Invoering van kosten bij derden
7451	Schade ingevorderd bij de verzekeringen
7452	Schadevergoeding gebouw
7459	Overige
74801	Sponsoring
74802	Onderhuur
75	Financiële producten
750	Creditinteresten
759	Overige

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties.

Namen, 27 mei 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Nota

(1) Het gaat om het netwerk rond de begunstigde en niet het erkende netwerk in de zin van dit besluit

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 2055

[C - 2010/31303]

3 JUNI 2010. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende toekenning van een dotatie van 1.500.000,00 EUR aan de Haven van Brussel voor stadsintegratie in 2010

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de Haven, de Voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de ordonnanties van 29 maart 2001 en 6 november 2003;

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, de artikelen 11 tot 14;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, de artikelen 15 en 92 tot 95;

Gelet op de ordonnantie van 11 december 2009 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2010, de artikelen 11 en 12;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 januari 1993 tot het aannemen van de statuten van de Haven van Brussel zoals gewijzigd door de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 1994, 5 oktober 1995, 10 juli 1997, 13 januari 2000, 7 september 2000 en gecoördineerd op 27 januari 2006 bij notariële akte, waarbij tevens het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap verhoogd werd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 27 mei 1993 houdende bepaling van het bestek waaraan de Haven van Brussel is onderworpen, gewijzigd door de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 mei 1994 en 30 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 2001, 29 november 2001, 30 maart 2006, 15 juni 2006, 13 juli 2006, 19 oktober 2006, 19 juli 2007 en 22 mei 2008, de artikelen 5, 14^o), 2e streepje en 8;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 2055

[C - 2010/31303]

3 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une dotation de 1.500.000,00 EUR au Port de Bruxelles pour l'intégration urbaine en 2010

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du Port, de l'avant-Port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par les ordonnances des 29 mars 2001 et 6 novembre 2003;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, les articles 11 à 14;

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, les articles 15 et 92 à 95;

Vu l'ordonnance du 11 décembre 2009 contenant le Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2010, les articles 11 et 12;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 janvier 1993 portant adoption des statuts du Port de Bruxelles, tels que modifiés par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 23 juin 1994, 5 octobre 1995, 10 juillet 1997, 13 janvier 2000, 7 septembre 2000 et coordonnés le 27 janvier 2006 par acte notarié portant également augmentation du capital social de la société;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1993 arrêtant le cahier des charges auquel est soumis le Port de Bruxelles, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 19 mai 1994 et 30 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 16 mars 2001, 29 novembre 2001, 30 mars 2006, 15 juin 2006, 13 juillet 2006, 19 octobre 2006, 19 juillet 2007 et 22 mai 2008, les articles 5, 14^o), 2^e tiret et 8;